

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Economie et de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail et sur l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. L'intitulé de l'arrêté royal du 31 mars 1995 concernant l'agrément des organismes qui sont notifiés à la Commission des Communautés européennes pour l'application de certaines procédures dans le cadre de la fabrication de machines, des appareils à pression simples et des équipements de protection individuelle, est remplacé par l'intitulé suivant :

« Arrêté royal du 31 mars 1995 concernant l'agrément des organismes qui sont notifiés à la Commission des Communautés européennes pour l'application de certaines procédures d'évaluation de conformité des machines, des appareils à pression simples, des ascenseurs et des équipements de protection individuelle. »

Art. 2. A l'article 1^{er} du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

A) dans le § 1^{er}, 2°, les mots "l'arrêté royal du 11 juin 1992" sont remplacés par les mots "l'arrêté royal du 5 mai 1995";

B) le § 1^{er} est complété comme suit :

« 4° la directive du Parlement européen et du Conseil de l'Union européenne du 29 juin 1995 concernant le rapprochement des législations des Etats membres relatives aux ascenseurs et de l'arrêté royal qui sera établi en exécution de cette directive »;

C) dans le § 2 les mots "les récipients à pression simples ou" sont remplacés par les mots "les récipients à pression simples, les ascenseurs ou".

Art. 3. Dans l'article 21 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

A) Dans le § 1^{er}, alinéa 3, du texte néerlandais le mot "reformeren" est remplacé par le mot "informeren";

B) Dans le § 1^{er}, alinéa 3, du texte français le mot "notifié" est supprimé.

Art. 4. L'article 22, § 1^{er}, du même arrêté est complété par l'alinéa suivant :

« Par dérogation à l'alinéa premier et jusqu' au 31 décembre 1998, le Ministre de l'Emploi et du Travail, peut pour l'application des procédures prévues dans la directive et l'arrêté royal visés à l'article 1^{er}, § 1^{er}, 4°, agréer des organismes qui ne peuvent prouver qu'ils disposent de l'accréditation visée à l'article 6. »

Art. 5. Notre Ministre de l'Economie et Notre Ministre de l'Emploi et du Travail sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 17 juin 1997.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Economie,
E. DI RUPO

Le Ministre de l'Emploi et du Travail,
Mme M. SMET

Op de voordracht van Onze Minister van Economie en Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Het opschrift van het koninklijk besluit van 31 maart 1995 betreffende de erkenning van de instanties die aangemeld worden bij de Commissie van de Europese Gemeenschappen voor de toepassing van bepaalde procedures in het kader van de fabricatie van machines, drukvaten van eenvoudige vorm en persoonlijke beschermingsmiddelen, wordt vervangen door het volgende opschrift :

« Koninklijk besluit van 31 maart 1995 betreffende de erkenning van de instanties die aangemeld worden bij de Commissie van de Europese Gemeenschappen voor de toepassing van bepaalde conformiteitsbeoordelingsprocedures van machines, drukvaten van eenvoudige vorm, liften en persoonlijke beschermingsmiddelen. »

Art. 2. In artikel 1 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

A) in § 1, 2°, worden de woorden "het koninklijk besluit van 11 juni 1992" vervangen door de woorden "het koninklijk besluit van 5 mei 1995";

B) § 1 wordt aangevuld als volgt :

« 4° de richtlijn van het Europees Parlement en de Raad van de Europese Unie van 29 juni 1995 inzake de onderlinge aanpassing van de wetgevingen der Lid-Staten betreffende liften en het koninklijk besluit dat in uitvoering van die richtlijn wordt vastgesteld »;

C) in § 2 worden de woorden "drukvaten van eenvoudige vorm of" vervangen door de woorden "drukvaten van eenvoudige vorm, de liften of".

Art. 3. In artikel 21 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

A) In § 1, derde lid, wordt in de Nederlandse tekst het woord "reformeren" vervangen door het woord "informeren";

B) In § 1, derde lid, wordt in de Franse tekst het woord "notifié" geschrapt.

Art. 4. Artikel 22, § 1, van hetzelfde besluit wordt aangevuld met het volgende lid :

« In afwijking van het eerste lid, kan de Minister van Tewerkstelling en Arbeid tot 31 december 1998, voor de uitvoering van de procedures voorzien in de richtlijn en het koninklijk besluit bedoeld in artikel 1, § 1, 4° instanties erkennen die niet het bewijs leveren dat zij beschikken over de accreditatie bedoeld in artikel 6. »

Art. 5. Onze Minister van Economie en Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 17 juni 1997.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Economie,
E. DI RUPO

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
Mevr. M. SMET

MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES,
DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT

F. 97 — 2222

[S - C - 97/22559]

11 JUILLET 1997. — Protocole entre le Gouvernement fédéral et l'Autorité compétente en matière de politique de santé en vertu de l'article 130 de la Constitution en ce qui concerne la fixation et l'approbation du calendrier des travaux visés à l'article 46bis de la loi sur les hôpitaux

Vu les compétences respectives en matière de politique de santé dont disposent l'Etat et l'autorité visée à l'article 130 de la Constitution, dénommée ci-après la Communauté;

MINISTERIE VAN SOCIALE ZAKEN,
VOLKSGEZONDHEID EN LEEFMILIEU

N. 97 — 2222

[S - C - 97/22559]

11 JULI 1997. — Protocol tussen de Federale Regering en de in artikel 130 van de Grondwet inzake gezondheidspolitiek bevoegde overheden tot bepaling van de vaststelling en de goedkeuring van de kalender van de werken bedoeld in artikel 46bis van de wet op de ziekenhuizen

Gelet op de respectievelijke bevoegdheden inzake gezondheidspolitiek waarover de Federale Regering, en de van de in artikel 130 van de Grondwet bedoelde overheid, hierna de Gemeenschap genoemd; beschikken op het vlak van het gezondheidsbeleid;

Considérant qu'en vertu de l'article 46bis de la loi coordonnée sur les hôpitaux du 7 août 1987, l'Etat s'est engagé à se concerter avec les Communautés en ce qui concerne les critères généraux pour la fixation et l'approbation du calendrier des travaux visés à l'article 46bis de la loi précitée;

Considérant que cette concertation a eu lieu et qu'elle a abouti à la conclusion du présent protocole d'accord entre l'Etat fédéral et la Communauté germanophone;

Considérant qu'il y a lieu de déterminer un calendrier de construction pour les années de 1996 à 2005;

Considérant que le calendrier de construction pour la période 1990 à 1995 faisant l'objet du protocole d'accord du 24 octobre 1991, a laissé un solde non utilisé de 25.113.512,- BF qui peut être reporté sur les exercices suivants;

Considérant les besoins en la matière pour les hôpitaux relevant de l'autorité visée à l'article 130 de la Constitution.

Cadre institutionnel

Les révisions de la Constitution de 1980 et 1988 ainsi que la loi de réforme institutionnelle pour la Communauté germanophone de 1983 ont entraîné une répartition des compétences entre l'Etat fédéral et la Communauté.

Les compétences en matière de politique de la santé ont été réparties comme suit :

1. L'Etat fédéral reste compétent pour la législation organique.
2. L'Etat arrête les règles de base de la programmation, en particulier les critères; la Communauté fixe les priorités lors de l'application et prend les décisions individuelles de programmation.
3. L'Etat arrête les normes nationales d'agrément : la Communauté fixe les autres normes et est compétente pour l'octroi et le retrait de l'agrément. La Communauté est également compétente pour le contrôle et l'inspection des établissements dans l'optique de la santé publique.
4. L'Etat fédéral est compétent pour le financement de l'exploitation des hôpitaux réglé par la législation organique; l'A.M.I. relève également de la compétence exclusive de l'Etat.

L'Etat détermine le cadre général conformément à ce schéma; ce qui est octroyé par la Communauté dans ce cadre est financé au niveau de l'Etat (budgets de la Santé publique et de l'I.N.A.M.I.).

1. Objet du calendrier

1.1. Conformément à l'article 46bis de la loi coordonnée sur les hôpitaux, la Communauté germanophone approuvera un calendrier pour tous les travaux relatifs à la construction et au reconditionnement d'un hôpital ou d'un service hospitalier, ainsi qu'au premier équipement et à la première acquisition d'appareils.

1.2. Le calendrier concerne, en vertu de l'article 46bis de la loi précitée, tous les travaux pour lesquels l'autorisation a été délivrée après le 31 décembre 1986 et pour lesquels la Communauté a respectivement désigné l'adjudicataire des travaux et des fournitures et engagé les crédits nécessaires après le 15 septembre 1988.

2. Critères pour l'approbation du calendrier

2.1. L'approbation du calendrier pour l'exécution des travaux ne sera donnée que dans la mesure où le montant des amortissements, fixé pour la Communauté germanophone, n'a pas été dépassé.

2.2. Le montant des amortissements au budget hospitalier fédéral est fixé comme suit :

2.2.1. Le solde non utilisé à fin 1995, soit 25 113 512 BF est reporté à la période 1996 à 2005 inclus et réparti sur les différents exercices de la manière suivante :

Pour l'année	1996 :	0,4 millions;
	1997 :	0,5 millions;
	1998 :	2,7 millions;
	1999 :	2,5 millions;
	2000 :	8,5 millions;
	2001 :	9,0 millions;
	2002 :	0,7 millions;
	2003 :	0,6 millions;
	2004 :	0,1 million;
	2005 :	0,1 million.

2.2.2. Les montants mentionnés au point 2.2.1. sont ajustés chaque année conformément à la formule en vigueur pour l'adaptation des plafonds de construction.

Overwegende dat de Staat zich, krachtens artikel 46bis van de gecoördineerde ziekenhuiswet er toe heeft verbonden om met de Gemeenschappen overleg te plegen inzake de algemene criteria voor de vaststelling en de goedkeuring van de kalender van de werken bedoeld in artikel 46bis van de vorenbedoelde wet;

Overwegende dat dit overleg heeft plaats gehad en geleid heeft tot het sluiten van het voorliggend protocolakkoord tussen de Federale Regering en de Duitstalige Gemeenschap;

Overwegende dat het noodzakelijk is een bouwkalender van de werken voor de jaren 1996 tot 2005 te bepalen;

Overwegende dat de bouwkalender van de werken voor de jaren 1990 tot 1995, uit het protocolakkoord van 24 oktober 1991, een niet gebruikt overschot van 25 113 512 BF heeft dat kan worden overdragen op de volgende boekjaren;

Overwegende de behoeften van de ziekenhuizen die volgens de in artikel 130 van de Grondwet genoemde overheid staan.

Institutioneel kader

Ingevolge de grondwetsherzieningen van 1983 en 1988 en de bijzondere wetten tot hervorming der instellingen werden de bevoegdheden tussen de Federale Staat en de Gemeenschap verdeeld.

Inzake het gezondheidsbeleid werden de bevoegdheden als volgt verdeeld :

1. De Federale Staat is bevoegd gebleven inzake de organieke wetgeving.
2. Inzake de programmatie bepaalt de Staat de basisregels, meer in het bijzonder de programmatiecriteria : de Gemeenschap bepaalt prioriteiten bij de toepassing en neemt de individuele programmatiebeslissingen.
3. De Staat bepaalt de nationale erkenningsnormen : de Gemeenschap bepaalt de overige normen en is bevoegd voor het toestaan en intrekken van de erkenning. De Gemeenschap is eveneens bevoegd inzake het toezicht en de inspectie van de instellingen vanuit het oogpunt van de gezondheidszorg.
4. Inzake de door de organieke wetgeving geregelde financiering van de exploitatie van de ziekenhuizen is de Staat bevoegd : ook de Z.I.V. is de uitsluitende bevoegdheid van de Staat.

Volgens dit schema bepaalt de Staat het algemeen kader : wat binnen dit kader door de Gemeenschap wordt toegestaan komt qua werking in aanmerking voor de financiering op het niveau van de Staat (begroting Volksgezondheid, begroting R.I.Z.I.V.).

1. Voorwerp van de kalender

1.1. De Duitstalige Gemeenschap zal overeenkomstig artikel 46bis van de gecoördineerde ziekenhuiswet, voor alle werken die betrekking hebben op de bouw en de herconditionering van een ziekenhuis of van een ziekenhuisdienst, evenals op de eerste uitrusting en de eerste aankoop van toestellen, een kalender goedkeuren.

1.2. De kalender betreft luidens artikel 46bis van de voormelde wet alle werken waarvoor de vergunning na 31 december 1986 werd verleend en waarvoor de Gemeenschap respectievelijk de toewijzing van de werken en de levering aan de aannemer heeft goedgekeurd en de nodige kredieten vastgelegd, na 1 september 1988.

2. Criteria voor de goedkeuring van de kalender

2.1. De goedkeuring van de kalender voor de uitvoering der werken zal slechts worden verleend voor zover het bedrag aan afschrijvingen, dat voor de Duitstalige Gemeenschap wordt vastgesteld, niet wordt overschreden.

2.2. Het bedrag aan afschrijvingen dat in het nationaal ziekenhuisbudget wordt voorzien, wordt als volgt vastgesteld :

2.2.1. Het niet gebruikt overschot van 25 113 512 BF van eind 1995 wordt als volgt overdragen naar de bouwperiode van 1996 tot 2005 inbegrepen en als volgt op de verschillende boekjaren verdeeld :

voor het jaar	1996 :	0,4 miljoen;
	1997 :	0,5 miljoen;
	1998 :	2,7 miljoen;
	1999 :	2,5 miljoen;
	2000 :	8,5 miljoen;
	2001 :	9,0 miljoen;
	2002 :	0,7 miljoen;
	2003 :	0,6 miljoen;
	2004 :	0,1 miljoen;
	2005 :	0,1 miljoen.

2.2.2. De sub 2.2.1. vermelde bedragen worden jaarlijks aangepast overeenkomstig de formule die geldt voor de aanpassing van de bouwplafonds.

2.2.3. Le montant prévu au point 2.2.1. peut être modifié, après concertation entre l'autorité nationale et la Communauté, pour des investissements spécifiques des équipements médicaux qui sont la conséquence de la politique menée par l'autorité fédérale.

2.3. Les montants prévus au 2.2.1. sont susceptibles d'être revus cinq ans après la signature du présent protocole d'accord, à condition qu'un nouvel accord soit conclu à ce sujet entre l'Autorité fédérale et la Communauté.

2.4. Pour le calcul du montant des amortissements lié à un investissement, on se base sur les délais d'amortissement prévus par le plan comptable obligatoire (arrêté royal du 14 août 1987, modifié par l'arrêté royal du 14 décembre 1987).

Si, lors d'une décision d'investissement, la nature de ce dernier ne peut pas encore être entièrement précisée, on part du principe que 80 pour cent concernent des biens immobilier, 15 pour cent du matériel médical et 5 pour cent du matériel non médical.

Les amortissements visés ci-dessus concernent exclusivement les investissements qui entrent en ligne de compte pour le financement dans le cadre du budget hospitalier.

2.5. L'approbation du calendrier concerne les différentes composantes d'un projet pour autant que les travaux et fournitures en question soient approuvés et les crédits nécessaires engagés.

2.6. Si le montant d'un investissement est revu après son approbation, le montant de la révision doit être imputé aux crédits de l'exercice durant lequel la révision a lieu.

3. Modalités pratiques pour l'approbation du calendrier

3.1. L'approbation du calendrier pour l'exécution de travaux de construction doit être certifiée par une attestation établie par la Communauté concernée.

3.2. Avant la fin de chaque semestre d'un exercice, la Communauté transmet au Gouvernement fédéral la liste des projets de construction dont le calendrier a été approuvé.

Les données suivantes seront fournies par projet :

- a) l'identité de l'hôpital;
- b) une copie de l'autorisation à laquelle les travaux ont trait;
- c) les documents certifiant la date d'adjudication des travaux et des fournitures ainsi que la date d'engagement des crédits;
- d) la nature et le montant de l'investissement ainsi que la date de l'accord de principe;
- e) la part financée par subsides;
- f) le calcul des montants des amortissements selon les pourcentages et les m2 appliqués;
- g) l'attestation visée au point 3.1.

Lors de la transmission de la liste susmentionnée, il convient de communiquer également le montant des amortissements y afférents ainsi que la part du montant total attribué pour cet exercice à la Communauté, déjà épuisée à ce moment.

3.3. Le calendrier des travaux de construction figurant sur la liste sera approuvé dans les soixante jours par le Ministre fédéral compétent si la liste n'entraîne pas un dépassement du montant attribué pour cet exercice à la Communauté. Si ce montant a été dépassé, la liste est renvoyée, dans le délai précité, à la Communauté, laquelle peut, le cas échéant, transmettre une nouvelle liste au Ministre fédéral.

3.4. Si le Ministre fédéral approuve le calendrier d'un projet de construction, il en sera fait mention dans l'attestation visée au point 3.1. qui est transmise par la Communauté au pouvoir organisateur concerné. L'attestation doit dès lors fournir la preuve que les travaux entrent en ligne de compte pour l'amortissement dans le budget hospitalier.

3.5. Si à la fin d'un exercice, le montant attribué à la Communauté en vertu du point 2.2. du présent protocole d'accord n'est pas entièrement épuisé, le solde reste à la disposition de cette Communauté pour les exercices suivants.

Bruxelles, le 11 juillet 1997.

La Ministre des Affaires sociales,
Mme M. DE GALAN

Le Ministre-Président, Ministre des Finances, des Relations Internationales de la Santé, de la Famille et des Seniors, du Sport et du Tourisme,

J. MARAITE

2.2.3. Het sub 2.2.1. vermelde bedrag kan worden verhoogd na overleg tussen de Federale overheid en de Gemeenschap, voor specifieke investeringen inzake medisch materiaal die het gevolg zijn van het door de Federale overheid gevoerde beleid.

2.3. De sub 2.2.1. voorziene bedragen zijn voor herziening vatbaar, vijf jaren na de ondertekening van het voorliggend protocolakkoord, mits hierover een nieuw akkoord tussen de Federale overheid en de Gemeenschap wordt bereikt.

2.4. Voor de berekening van het bedrag aan afschrijvingen dat gepaard gaat met een investering wordt uitgegaan van de afschrijvingstermijnen zoals voorzien in het opgelegd boekhoudkundig plan (koninklijk besluit van 14 augustus 1987, gewijzigd door het koninklijk besluit van 14 december 1987).

Indien bij een investeringsbeslissing de aard van de investering nog niet volledig kan gepreciseerd worden, dan wordt ervan uitgegaan dat 80 procent betrekking heeft op onroerende goederen, 15 procent op medisch materiaal en 5 procent op niet-medisch materiaal.

De hierboven bedoelde afschrijvingen hebben enkel betrekking op investeringen die voor financiering in het ziekenhuisbudget in aanmerking komen.

2.5. De goedkeuring van de kalender heeft betrekking op de verschillende onderdelen van een project voor zover de desbetreffende werken en leveringen worden goedgekeurd en de nodige kredieten worden vastgelegd.

2.6. Indien een bedrag van een investering achteraf wordt herzien dient het bedrag van de herziening geïmputeerd te worden op de kredieten van het dienstjaar tijdens welke de herziening wordt doorgevoerd.

3. Praktische modaliteiten voor de goedkeuring van de kalender

3.1. De goedkeuring van de kalender voor de uitvoering van bouwwerken moet blijken uit een getuigschrift dat door de Gemeenschap wordt opgesteld.

3.2. Voor het einde van ieder semester van een dienstjaar wordt door de Gemeenschap aan de Federale Regering de lijst overgemaakt van de bouwprojecten waarvoor de kalender werd goedgekeurd :

In het project worden de hiernavolgende gegevens verwerkt :

- a) de identiteit van het ziekenhuis;
- b) een afschrift van de vergunning waarop de werken betrekking hebben;
- c) de documenten waaruit de datum blijkt van de toewijzing van de werken en van de leveringen alsmede van de vastlegging der kredieten;
- d) de aard en het bedrag van de investering en de datum van het principieel akkoord;
- e) het via toelagen gefinancierde aandeel;
- f) de berekening van de afschrijvingsbedragen volgens de van toepassing zijnde percentages en m2;
- g) het sub 3.1. bedoelde getuigschrift.

Bij de overmaking van de hierboven bedoelde lijst wordt tevens medegedeeld welk bedrag aan afschrijvingen hiermee gepaard gaat en in welke mate hiermee op dat ogenblik het totale bedrag dat voor dat dienstjaar de Gemeenschap werd toegewezen, reeds opgebruikt is.

3.3. De kalender van de bouwwerken die in de lijst zijn opgenomen zullen door de bevoegde Federale Minister binnen de zestig dagen worden goedgekeurd indien de lijst geen overschrijding voor gevolg heeft van het bedrag dat aan de Gemeenschap voor dat dienstjaar werd toegewezen. Indien dit bedrag toch wordt overschreden wordt de lijst binnen de voormelde termijn teruggestuurd aan de Gemeenschap die in voorkomend geval een nieuwe lijst aan de Federale Minister kan overmaken.

3.4. Indien de Federale Minister de kalender van een bouwproject goedkeurt dan zal hiervan melding worden gemaakt op het sub 3.1. bedoelde getuigschrift dat aan de betrokken inrichtende macht wordt overgemaakt door toedoen van de Gemeenschap. Uit het getuigschrift moet aldus blijken dat de werken voor afschrijving in het ziekenhuisbudget in aanmerking komen.

3.5. Indien op het einde van een dienstjaar het bedrag dat voor de Gemeenschap wordt toegewezen krachtens punt 2.2. van dit protocolakkoord, niet volledig opgebruikt is, blijft het saldo nog ter beschikking van de Gemeenschap voor de volgende dienstjaren.

Brussel, 11 juli 1997.

De Minister van Sociale Zaken,
Mevr. M. DE GALAN

De Minister-Président, van de Duitstalige Gemeenschap, Minister voor Financiën, Internationale Betrekkingen, Gezondheid, Gezin en Ouderen, Sport en Toerisme,

J. MARAITE

MINISTERIUM DER SOZIALEN ANGELEGENHEITEN, DER VOLKSGESUNDHEIT UND DER UMWELT

D. 97 — 2222

[S - C - 97/22559]

11. JULI 1997 — Vereinbarung zwischen der Föderalregierung und der gemäß Artikel 130 der Verfassung in Sachen Gesundheitspolitik zuständigen Behörde in bezug auf die Festlegung und Gutheißung des Zeitplans der in Artikel 46bis des Gesetzes über die Krankenhäuser vorgesehenen Arbeiten

Aufgrund der jeweiligen Befugnisse in Sachen Gesundheitspolitik, über die der Föderalstaat und die in Artikel 130 der Verfassung vorgesehene Behörde, in der Folge als Gemeinschaft bezeichnet, verfügen;

In Anbetracht der Tatsache, daß sich der Staat gemäß Artikel 46bis des koordinierten Gesetzes über die Krankenhäuser vom 7. August 1987 verpflichtet hat, Konzertierungsgespräche mit den Gemeinschaften bezüglich der allgemeinen Kriterien für die Festlegung und Genehmigung des Zeitplans der in Artikel 46bis des o.e. Gesetzes vorgesehenen Arbeiten zu führen;

In Anbetracht der Tatsache, daß diese Konzertierung stattgefunden und zu vorliegender Vereinbarung zwischen dem Föderalstaat und der Deutschsprachigen Gemeinschaft geführt hat;

In Anbetracht der Tatsache, daß ein Baukalender für die Jahre 1996-2005 festgelegt werden muß;

In Anbetracht der Tatsache, daß der Baukalender für die Laufzeit 1990-1995 über die Zweckbestimmung der Vereinbarung vom 24. Oktober 1991, einen nicht benutzten Restbetrag von 25 113 512 BF hinterlassen hat, der auf die nächsten Jahre übertragen werden kann;

In Anbetracht des Bedarfs der beiden Krankenhäuser, die der in Artikel 130 der Verfassung vorgesehenen Behörde unterstehen.

Institutioneller Rahmen

Die Verfassungsreformen von 1980 und 1988 sowie das Sondergesetz der institutionellen Reformen für die Deutschsprachige Gemeinschaft von 1983 haben zu einer Neuverteilung der Kompetenzen zwischen dem Föderalstaat und der Gemeinschaft geführt.

Die Kompetenzen in Sachen Gesundheitspolitik wurden wie folgt aufgeteilt:

1. Der Föderalstaat ist weiterhin für die Grundgesetzgebung zuständig.
2. Der Staat verabschiedet die Grundregeln der Programmierung, insbesondere die Kriterien; die Gemeinschaft legt die Priorität bei der Anwendung fest und trifft die individuellen Programmierungsentscheidungen.
3. Der Staat legt die nationalen Anerkennungsnormen fest; die Gemeinschaft legt die anderen Normen fest und ist zuständig für die Gewährung und den Entzug der Anerkennung. Die Gemeinschaft ist ebenfalls zuständig für die Kontrolle und Inspektion der Einrichtungen im Bereich der Volksgesundheit.
4. Der Föderalstaat ist zuständig für die Finanzierung der durch die Grundgesetzgebung geregelten Nutzung der Krankenhäuser; für die Kranken- und Invalidenversicherung ist ebenfalls ausschließlich der Föderalstaat zuständig.

Der Föderalstaat legt den allgemeinen Rahmen entsprechend diesem Schema fest; was von der Gemeinschaft in diesem Rahmen gewährt wird, wird vom Föderalstaat finanziert (Budget der Volksgesundheit und des Landesamtes für Kranken- und Invalidenversicherung).

1. Gegenstand des Zeitplans

1.1. Entsprechend Artikel 46bis des koordinierten Gesetzes über die Krankenhäuser genehmigt die Deutschsprachige Gemeinschaft einen Zeitplan für alle Arbeiten bezüglich Bau und Umbau eines Krankenhauses oder Krankenhausdienstes sowie für die Erstausrüstung und die Erstanschaffung von Geräten.

1.2. Der Zeitplan bezieht sich gemäß Artikel 46bis des o.e. Gesetzes auf die Arbeiten, für die die Genehmigung nach dem 31. Dezember 1986 erteilt wurde und für die die Deutschsprachige Gemeinschaft den jeweiligen Übernehmer für die Arbeiten und Lieferungen bezeichnet und die erforderlichen Kredite nach dem 15. September 1988 festgelegt hat.

2. Kriterien zur Genehmigung des Zeitplans

2.1. Die Genehmigung des Zeitplans für die Ausführung der Arbeiten wird erteilt, insofern der für die Deutschsprachige Gemeinschaft festgelegte Betrag der Abschreibungen nicht überschritten wird.

2.2. Der Betrag der Abschreibungen im föderalen Krankenhausbudget ist wie folgt festgelegt:

2.2.1. Der Ende 1995 nicht genutzte Restbetrag in Höhe von 25.113.512,- BF wird auf die Periode 1996-2005 einschließlich übertragen und wie folgt auf die verschiedenen Jahre verteilt.

Für das Jahr:	1996:	0,4 Millionen;
	1997:	0,5 Millionen;
	1998:	2,7 Millionen;
	1999:	2,5 Millionen;
	2000:	8,5 Millionen;
	2001:	9,0 Millionen;
	2002:	0,7 Millionen;
	2003:	0,6 Millionen;
	2004:	0,1 Millionen;
	2005:	0,1 Millionen.

2.2.2. Die im Punkt 2.2.1. vermerkten Beträge werden jedes Jahr entsprechend der gültigen Formel für die Anpassung der Bauhöchstbeträge angepaßt.

2.3. Der in Punkt 2.2.1. vorgesehene Betrag kann nach einer Konzertierung zwischen Föderalstaat und Gemeinschaft angepaßt werden für besondere Investitionen in medizinischen Ausrüstungen, die eine Folge der vom Föderalstaat geführten Politik sind.

Die in 2.2.1. vorgesehenen Beträge können fünf Jahre nach Unterzeichnung der vorliegenden Vereinbarung revidiert werden, unter der Bedingung, daß diesbezüglich ein neues Abkommen zwischen dem Föderalstaat und der Gemeinschaft abgeschlossen wird.

2.4. Für die Berechnung des Betrages der Abschreibung einer Investition geht man von den Abschreibungsfristen aus, die im obligatorischen Kontenplan vorgesehen sind (K.E. vom 14. August 1987, abgeändert durch K.E. vom 14. Dezember 1987).

Ist im Augenblick, in dem der Beschluß zur Investierung gefaßt wird, die Art der Investierung nicht genau definiert, geht man von dem Prinzip aus, daß 80 Prozent Immobilien, 15 Prozent medizinische Geräte und fünf Prozent nicht medizinische Geräte betreffen.

Die hier oben erwähnten Abschreibungen beziehen sich ausschließlich auf Investitionen, die für die Finanzierung im Rahmen des Krankenhausbudgets in Betracht gezogen werden.

2.5. Die Genehmigung des Zeitplans bezieht sich auf die verschiedenen Bestandteile eines Projektes, insofern die betreffenden Arbeiten und Lieferungen genehmigt und die erforderlichen Mittel festgelegt wurden.

Wird der Betrag einer Investition nach Genehmigung letzterer abgeändert, geht der Betrag der Abänderung zu Lasten der Mittel für das Jahr, in dem die Abänderung vorgenommen wurde.

3. Bestimmungen praktischer Art für die Genehmigung des Zeitplans

3.1. Die Genehmigung des Zeitplans für die Ausführung der Bauarbeiten muß durch eine von der betroffenen Gemeinschaft ausgestellte Bescheinigung bestätigt werden.

3.2. Vor Ende eines jeden Semesters eines Rechnungsjahres übermittelt die Gemeinschaft dem Föderalstaat die Liste mit den Bauvorhaben, deren Zeitplan genehmigt wurde.

Für jedes Projekt sind folgende Angaben zu vermerken:

- a) die Bezeichnung des Krankenhauses;
- b) eine Abschrift zur Bewilligung der betreffenden Arbeiten;
- c) die Unterlagen, die das Datum der Vergabe der Arbeiten und Lieferungen sowie das Datum der Festlegung der Mittel bescheinigen;
- d) die Art und der Betrag der Investierung sowie das Datum des prinzipiellen Einverständnisses;
- e) der bezuschußte Anteil;
- f) die Berechnung der Abschreibungsbeträge entsprechend den angewandten Prozentsätzen und Quadratmeter;
- g) die in Punkt 3.1. vorgesehene Bescheinigung.

Bei der Übermittlung o.e. Liste wird ebenfalls der Betrag der entsprechenden Abschreibungen sowie der bereits verbrauchte Anteil des Gesamtbetrages, der der Gemeinschaft für dieses Rechnungsjahr zuerkannt wird, mitgeteilt werden.

3.3. Der Zeitplan der auf der Liste vermerkten Bauarbeiten wird innerhalb von 60 Tagen von dem für die soziale Angelegenheiten zuständigen Föderalminister genehmigt, wenn der Betrag nicht höher liegt als der Betrag, der der Gemeinschaft für dieses Rechnungsjahr zuerkannt wurde. Wird der Betrag überschritten, wird die Liste der Gemeinschaft innerhalb der o.e. Frist zurückgesandt; gegebenenfalls kann die Gemeinschaft dem Föderalminister eine neue Liste übermitteln.

3.4. Genehmigt der Föderalminister den Zeitplan eines Bauvorhabens, wird dies in der unter Punkt 3.1. vermerkten Bescheinigung, die dem betroffenen Bauträger durch die Gemeinschaft übermittelt wird, vermerkt.

Aus der Bescheinigung muß demzufolge hervorgehen, daß die Arbeiten für die Abschreibung im Krankenhausbudget in Betracht kommen.

3.5. Ist der Betrag, der der Gemeinschaft gemäß Punkt 2.2. der vorliegenden Vereinbarung zuerkannt wird, am Ende eines Rechnungsjahres nicht aufgebraucht, steht der Restbetrag der Deutschsprachigen Gemeinschaft weiterhin für die weiteren Rechnungsjahre zur Verfügung.

Brussel, den 11. Juli 1997

Der Minister für Soziale Angelegenheiten,
Frau M. DE GALAN

Der Minister-Präsident, Minister für Finanzen, internationale Beziehungen, Gesundheit,
Familie und Senioren, Sport und Tourismus,
J. MARAITE

F. 97 — 2223

[C - 97/22607]

8 AOUT 1997. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 31 mars 1994 pris en exécution de l'article 47, § 2, de l'arrêté royal du 24 décembre 1993 portant exécution de la loi du 6 janvier 1989 de sauvegarde de la compétitivité du pays et modifiant l'article 36 de l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'arrêté royal du 24 décembre 1993 portant exécution de la loi du 6 janvier 1989 de sauvegarde de la compétitivité du pays, notamment l'article 47, § 2;

Vu l'arrêté royal du 31 mars 1994 pris en exécution de l'article 47, § 2, de l'arrêté royal du 24 décembre 1993 portant exécution de la loi du 6 janvier 1989 de sauvegarde de la compétitivité du pays et modifiant l'article 36 de l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, modifié par l'arrêté royal du 16 février 1996;

N. 97 — 2223

[C - 97/22607]

8 AUGUSTUS 1997. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 31 maart 1994 tot uitvoering van artikel 47, § 2, van het koninklijk besluit van 24 december 1993 ter uitvoering van de wet van 6 januari 1989 tot vrijwaring van 's lands concurrentievermogen en tot wijziging van het artikel 36 van het koninklijk besluit van 28 november 1969 tot uitvoering van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het koninklijk besluit van 24 december 1993 ter uitvoering van de wet van 6 januari 1989 tot vrijwaring van 's lands concurrentievermogen, inzonderheid op artikel 47, §2;

Gelet op het koninklijk besluit van 31 maart 1994 tot uitvoering van artikel 47, §2, van het koninklijk besluit van 24 december 1993 ter uitvoering van de wet van 6 januari 1989 tot vrijwaring van 's lands concurrentievermogen en tot wijziging van het artikel 36 van het koninklijk besluit van 28 november 1969 tot uitvoering van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 16 februari 1996;